

**Convention collective nationale**

IDCC : 889. – **EMPLOYÉS ET TECHNICIENS  
DES SERVICES GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS  
DE L'EXPLOITATION DES THÉÂTRES CINÉMATOGRAPHIQUES  
(28 juin 1976)**

---

**AVENANT N° 2 DU 5 JANVIER 2005  
RELATIF À LA JOURNÉE DE SOLIDARITÉ**

NOR : *ASET0550436M*  
IDCC : *889*

---

Entre :

La fédération nationale des cinémas français,

D'une part, et

Le syndicat national de l'exploitation CGT ;

Le syndicat CFTC du spectacle et de l'audiovisuel ;

La CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Dispositions relatives à la journée de solidarité**

**PRÉAMBULE**

La loi du 30 juin 2004 relative « à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées » s'articule autour de 2 nouvelles obligations pour les employeurs et les salariés.

D'une part, à la charge des employeurs, elle prévoit une nouvelle contribution de 0,3 %, institué sur les rémunérations versées à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2004.

D'autre part, à la charge des salariés, elle institue 7 heures de travail supplémentaires, une journée par an, ou le prorata correspondant pour les salariés à temps partiel. Ce travail supplémentaire ne faisant l'objet d'aucune rémunération additionnelle ou récupération.

La première journée de solidarité interviendra avant le 30 juin 2005.

## **Article 1<sup>er</sup>**

### *Détermination du jour de solidarité*

Afin de tenir compte de la spécificité de l'exploitation cinématographique et de la diversité des entreprises qui la constituent, la journée de solidarité pourra prendre, au choix de l'employeur et pour chacun des salariés, la forme suivante :

- le travail le lundi de Pentecôte ;
- le travail de 7 heures de récupération de modulation à la hausse ;
- toute autre modalité, sous réserve que la journée de solidarité soit clairement identifiée sur le planning du salarié. Dans ce cas, la semaine intégrant la journée de solidarité sera augmentée de 7 heures ou du prorata correspondant pour les salariés à temps partiel.

## **Article 2**

### *Incidences sur le contrat de travail et accords collectifs*

Au titre de l'article 5 de la loi du 30 juin 2004, les seuils fixés par les contrats de travail ou accords collectifs avant le 1<sup>er</sup> juillet 2004 sont automatiquement relevés, les durées annuelles de travail sont majorées de 7 heures.

Ces majorations prendront effet pour les périodes de référence annuelles à compter de celle incluant la première journée de solidarité.

## **Article 3**

### *Salariés ayant déjà effectué leur journée de solidarité*

Le salarié ayant déjà effectué leur journée de solidarité pour la période du 01/07/n au 30/06/n+1 devra le prouver par un certificat établi par son précédent employeur.

## **Article 4**

### *Entrée en vigueur*

Compte tenu de l'urgence de la mise en place de la journée de solidarité, aucun accord d'entreprise ne pourra déroger aux principes de cet avenant.

Les dispositions du présent avenant s'appliquent de manière impérative à l'ensemble des salariés. Elles entreront en vigueur au premier jour suivant sa signature.

Fait à Paris, le 5 janvier 2005.

(Suivent les signatures.)